

LES CHOIX DE CONSOMMATIONS ET LES BUDGETS DES MÉNAGES

par

Brigitte JOUSSELLIN

SOMMAIRE

INTRODUCTION	43
I. — ÉTUDE DE L'ACCÈS A LA CONSOMMATION	45
1. — Typologie des biens et services	46
2. — Signification du premier facteur.....	47
a) Expression du niveau de vie et du statut social sur le premier facteur	50
b) Accédants et non accédants	52
3. — Contribution des ménages au deuxième facteur : cycle de vie et équipement	54
a) Cycle de vie à revenu égal	55
b) Cycle de vie à même catégorie socio-professionnelle.	55
c) Cycle de vie et nombre d'enfants	57
II. — ANALYSE DES MONTANTS DES DÉPENSES	58
Expression du revenu, de la catégorie socio-professionnelle et du niveau d'instruction sur le premier facteur	63
CONCLUSION	66
ANNEXE 1	67
ANNEXE 2	69
Bibliographie	72

INTRODUCTION

Le comportement des ménages dans les enquêtes de budget de famille a surtout été étudié jusqu'ici pour faire des estimations. Aussi bien l'enquête permanente sur les conditions de vie des familles de l'INSEE, que les enquêtes faites dans le cadre du Marché Commun sont faites avec les objectifs principaux suivants : étude de l'évolution de la consommation des ménages à des fins prévisionnelles, mise à jour des tableaux de la consommation, estimation des élasticités, comparaison des niveaux de vie des différentes catégories, etc...

La richesse de l'information dont nous disposons ici : les données de l'enquête réalisée conjointement par le CREDOC et l'UNCAF en 1962-1963 sur les conditions de vie des familles nombreuses, nous permet d'envisager le comportement des ménages sous un tout autre angle.

Ici on considère simultanément toutes les dépenses d'un ménage, par opposition aux analyses classiques où les dépenses sont étudiées une à une et pour l'ensemble des ménages. Une étude différentielle entre les profils des consommations permet de faire des typologies de ménages. Parmi les multiples aspects possibles, on a retenu ici deux aspects du comportement : **une consommation est tout d'abord un choix, et ce dernier s'accompagne d'un montant dépensé.**

On étudiera dans un premier temps l'accès à la consommation de certains biens, et dans un deuxième temps l'ensemble des dépenses de chaque ménage, c'est-à-dire la structure de son budget (par produits et non pas par fonctions). Nous comparerons ensuite les résultats obtenus en étudiant la consommation sous chacun de ces aspects.

Précisons tout de suite que nous accorderons un sens très large au mot consommation : on parlera de consommation pour tous les biens et services ayant entraîné de la part d'un ménage une dépense.

De même le mot bien sera employé abusivement : c'est plutôt de postes de dépenses qu'il s'agit. Ces postes seront tantôt des biens fongibles et tantôt des services.

1. — L'ACCÈS A LA CONSOMMATION DE CERTAINS BIENS

Tous les biens ne sont pas universellement consommés. Qu'un ménage fasse la démarche nécessaire à leur possession est un fait économique. C'est aussi un fait sociologique. Il faut étudier cette démarche en la reliant à toutes les caractéristiques de ce ménage. Tout achat peut se faire de différentes manières, soit à crédit, soit au comptant. On pourra le prendre en compte. Pour un même bien, la nomenclature de notre matériel statistique éclate en deux postes selon le mode d'achat. Par ailleurs, l'effet direct acquisition est entouré d'effets secondaires : ainsi, l'accès d'un ménage à une consommation entraîne parfois qu'il abandonne telle autre consommation. Il s'agit de substitutions (du type margarine — beurre, loyer — accession par exemple).

On a déjà abordé l'analyse de ces phénomènes par l'étude des taux de consommation, et plus spécialement leurs variations en fonction du revenu et du nombre d'enfants (cf. réf. 5). Cette étude par régression est limitée

en égard à la richesse des données statistiques : les consommations ont été étudiées une à une et c'était perdre l'information apportée par le profil complet des dépenses. Surtout les seuls facteurs explicatifs pris en compte étaient le revenu et le nombre d'enfants, tous deux quantifiables.

L'analyse factorielle nous libèrera de ces deux limites. D'une part, c'est pour un ménage l'ensemble de toutes ses dépenses qui est pris en compte, d'autre part on pourra faire intervenir des paramètres non quantifiables.

Pour analyser les choix des ménages parmi un ensemble de 100 postes, nous avons fait une analyse des correspondances sur le tableau des 841 ménages et de leurs choix respectifs, notés 1 ou 0 suivant que la famille a enregistré ou non pour le bien considéré au moins une dépense dans l'année.

2. — L'ENSEMBLE DES MONTANTS DÉPENSES

En considérant pour chaque ménage toutes ses dépenses annuelles, on pourra faire apparaître les répercussions des contraintes budgétaires, éventuellement les compressions entraînées par l'accroissement de certaines dépenses ou par l'accès à de nouveaux biens.

L'information traitée ici est le tableau qui, pour chacun des 841 ménages de notre échantillon, en donne 100 consommations.

Un problème méthodologique important existe. Nous l'exposerons plus loin. Disons déjà qu'il nous amènera à représenter ces consommations selon deux codages différents : le montant brut de la dépense annuelle ou sa réduction par des transformations logarithmiques. Nous développerons cette partie dans le chapitre II.

Nous ne donnons pas ici de rappel sur la méthode statistique employée : l'analyse des correspondances. Le lecteur intéressé pourra consulter les ouvrages cités en bibliographie.

Avant de passer à l'étude elle-même, présentons les données qui ont permis de la réaliser.

3. — MATÉRIEL STATISTIQUE MIS EN ŒUVRE

Les données sont celles de l'enquête UNCAF-CREDOC réalisée en 1962-1963. On trouvera une description détaillée de l'enquête et les premiers résultats auxquels elle a donné lieu dans le livre (1). Nous donnons également en bibliographie la liste des principaux travaux effectués à ce jour d'après cette enquête.

Il ne faudra pas perdre de vue dans toute cette étude que l'échantillon est particulier : tous les ménages sont salariés, allocataires (ils ont tous au moins deux enfants), et habitent des villes de plus de 10 000 habitants. C'est donc un échantillon relativement homogène de 841 ménages ayant achevé l'enquête que nous utiliserons. Précisons que nous travaillons ici sur données non redressées : l'échantillon n'est pas représentatif des familles françaises allocataires. Il y a une sur-représentation des familles de 5-6 enfants.

Tous ces ménages ont relevé pendant une année (1962-1963) jour par jour toutes leurs dépenses non alimentaires, et pendant neuf semaines

(1) *Les conditions de vie des familles*, N. TABARD et alii. édité par le C.R.E.D.O.C. et l'U.N.C.A.F. en 1967, 597 pages.

leurs dépenses alimentaires ; le choix de ces périodes a été fait de manière à obtenir la précision optimum dans les relevés (cf. réf. 2).

Par ailleurs, ils ont rempli des questionnaires qui nous fournissent leurs caractéristiques économiques, et des variables d'opinions. On pourra donc relier utilement toutes ces informations à leurs consommations. Le mot consommation est pris ici dans un sens très large.

La nomenclature utilisée contient 100 postes : à la fois des biens alimentaires et non alimentaires, des biens durables et non durables, et des services. On y distingue les biens durables suivant leur mode d'achat (crédit ou comptant) et également le mode de possession du logement (dépenses de loyer ou d'accession). On accorde ainsi une importance particulière au mode d'acquisition.

On trouvera en annexe la liste des postes de cette nomenclature, avec les dépenses moyennes annuelles par ménage, leur dispersion et le taux de consommation de ces biens.

CHAPITRE I

ÉTUDE DE L'ACCÈS A LA CONSOMMATION

Le phénomène étudié ici est l'ensemble des alternatives suivantes pour tous les ménages « i » : le ménage « i » a acheté ou non le bien « j » au cours de l'année d'enquête (pour tous les biens « j » de notre nomenclature, « j » variant de 1 à 100).

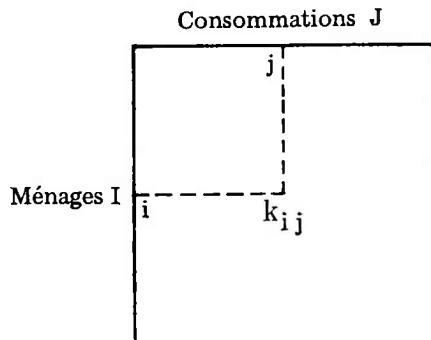
On ne tient compte ni du montant dépensé, ni de la fréquence des achats au cours de l'année.

Cette étude n'a de l'intérêt que pour les biens pas très répandus. Pour les autres, de type courant, tels que l'alimentation de base ou l'habillement, les ménages auront tous un comportement similaire et il faudra considérer les montants de leurs dépenses pour voir apparaître des différences.

Le tableau Ménages x Consommations est ici un tableau de 0 et de 1. Dans la case (i, j) on a porté 0 si l'individu « i » n'a fait aucune dépense pour le bien « j », et 1 si sa dépense annuelle n'est pas nulle.

Par cette codification (0, 1) toutes les disparités entre montants sont éliminées et une bonne part des problèmes de précision avec laquelle ont été relevées ces dépenses : la seule imprécision qui subsiste pouvant être l'oubli par un ménage d'une dépense qu'il a faite (mais cette imprécision nous paraît minimisée par les périodes de relevé de comptes : une année pour les biens non alimentaires et 9 semaines pour les biens alimentaires).

Ce tableau est traité par l'analyse des correspondances, et on obtient sur les deux premiers facteurs les pourcentages de variance suivants : 8,27 % sur le premier, 4,18 % sur le deuxième et en tout 20 % du pourcentage de la variance résumés sur les quatre premiers facteurs.



Ces pourcentages sont élevés compte tenu de la dimension de l'espace 100 ; ils sont très significatifs. Une simulation nous renseignerait exactement sur la signification des facteurs, mais vu le coût d'une telle opération sur un tableau de 841 lignes et de 100 colonnes, nous avons dû y renoncer.

1. — TYPOLOGIE DES BIENS ET SERVICES

Sur le graphique 1, la position d'un point est celle qui résulte de l'analyse factorielle : des coordonnées obtenues pour les deux premiers facteurs.

On parlera de voisinage, de proximité et même parfois d'attraction, pour deux points dont les projections dans le plan des deux premiers facteurs sont très proches, et d'éloignement, d'opposition, lorsque ces mêmes projections seront très éloignées, et parfois même symétriques par rapport aux axes ou au centre.

Deux biens sont voisins s'ils sont consommés en majorité par les mêmes ménages. On trouve évidemment près du centre tous ceux qui sont consommés par plus de 80 % des ménages (alimentation, énergie, habillement). Les différences entre profils sont infimes, car ils sont achetés par presque tous les ménages, et les colonnes correspondantes du tableau sont presque totalement remplies de 1. Les points les plus éloignés sont les biens dont le taux de consommation est très faible. Pour ces derniers, on trouve beaucoup de non-consommateurs, donc beaucoup de cases nulles dans le tableau analysé. Ces résultats sont triviaux et essentiellement dus au codage particulier en (0, 1). Nous nous intéresserons surtout aux proximités observées : c'est-à-dire aux biens consommés simultanément par les mêmes ménages et également aux répulsions entre biens qui signifient que la consommation de l'un exclut pratiquement la consommation de l'autre.

La répartition observée permet de dresser rapidement une typologie des biens non universels. Le premier facteur sépare essentiellement les **biens durables** des **biens semi-durables, fongibles** et des **services**. Parmi ces groupes on distingue des sous-groupes : **tous les biens durables achetés à crédit** sont regroupés, et l'ameublement pour enfant est proche de ces derniers. Ce groupe se distingue très nettement de tous les autres postes. Le recours au crédit ne serait pas un comportement occasionnel mais plutôt systématique, entraîné dans la plupart des cas par la nécessité. Le fait d'acheter à crédit ampute les ressources disponibles du ménage pendant une période plus ou moins longue, et lorsqu'un crédit vient à expiration, le ménage a pris une habitude budgétaire qu'il prolonge très souvent en engageant un autre crédit.

Tous les postes regroupés ici évoquent la présence de jeunes ménages en train de s'équiper et ayant des enfants en bas âge (l'ameublement pour enfant comprend tous les biens relatifs au bébé : landau, pèse-bébé, berceau, etc...). Nous le vérifierons en projetant les ménages.

— Tous les biens relatifs à la voiture sont voisins entre eux et des articles pour fumeurs. On pourrait les interpréter comme dépenses spécifiquement masculines bien qu'il y ait des hommes dans tous les ménages.

Ce voisinage peut être un biais introduit par les carnets de comptes tenus par les maris. Toutes ces dépenses : articles pour fumeurs, carburants, réparations de véhicules sont à la fois plus faciles à retenir par le mari quand c'est lui qui remplit le carnet de comptes, et plus facilement

oubliées par la femme. Elles peuvent très fréquemment avoir été incluses par cette dernière dans l'argent de poche du père. On rencontre à la fois ici une difficulté de nomenclature et de technique d'enquête de budgets de famille.

— **Les biens durables achetés au comptant**, bien que tous situés dans le même secteur, ne forment pas un groupe aussi compact que les achats à crédit.

— **Les biens ou services concernant la culture et les loisirs** sont assez voisins et plutôt à droite sur le premier facteur. Ils ont tous un nombre de consommateurs croissant avec le revenu.

A noter que le point représentant les dépenses d'accession est très proche de tout un groupe où figurent les sorties culturelles (concert, musée, théâtre), les sorties sportives : ces dépenses sont toutes liées d'une part à un certain niveau de vie qui permet aux ménages d'accéder à des formes coûteuses de loisir, et d'autre part à un certain niveau d'instruction.

Nous étudierons à ce sujet plus en détail les caractéristiques économiques et culturelles des accédants dans l'échantillon.

Dans l'ensemble, toutes ces proximités entre biens sont déjà connues par des études antérieures.

On observera par la suite (§ 2) si les points voisins ici le resteront quand on fera l'analyse sur les montants dépensés, c'est-à-dire quels sont les biens achetés par les mêmes ménages et pour lesquels ces derniers ont des coefficients budgétaires semblables.

Si la répartition des biens dans le plan des deux premiers facteurs nous donne une typologie des biens non universels, elle permet aussi de donner un sens aux facteurs (Cf. *graphique 1*).

2. — SIGNIFICATION DU PREMIER FACTEUR

Sur le graphique 1, on a porté sous chaque point représentant un poste de dépense, son taux de consommation et l'élasticité-revenu de ce dernier (seulement les élasticités-revenus significatives).

Tous les biens dont le taux de consommation décroît avec le revenu (élasticité négative) sont situés à gauche du premier facteur, tandis que les biens dont le taux de consommation croît avec le revenu s'échelonnent sur la droite, avec des élasticités de plus en plus fortes.

Sur le premier facteur, se dégage donc l'effet du revenu sur l'accès à la consommation. Les biens s'échelonnent depuis les biens pauvres jusqu'aux biens de plus en plus luxueux accessibles seulement aux ménages les plus aisés. Parmi les premiers, certains disparaissent avec une augmentation du revenu, soit parce qu'ils sont saturés (équipement ménager — télévision) soit parce que d'autres produits leurs sont substitués. Les substitutions triviales : équipement à crédit, équipement au comptant, loyer, accession apparaissent évidemment.

Mais c'est en projetant les ménages que cette expression du revenu sur le premier facteur se précise et s'illustre par d'autres caractéristiques conjointes.

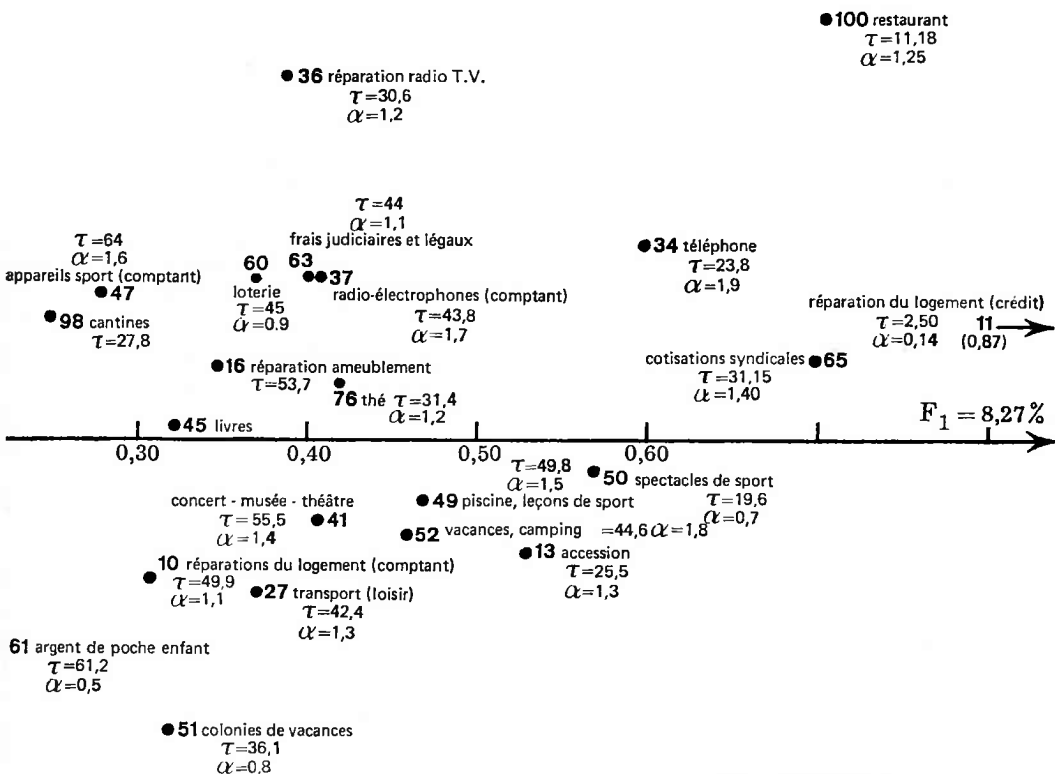
a) Expression du niveau de vie et du statut social sur le premier facteur

On a projeté les ménages par classes de revenu (20 catégories) puis par catégories socio-professionnelles (17 catégories) sur un même graphique (cf. *graphique 2*).

↑ (+ 2,72)
 48 appareils de sport (crédit)
 $\tau=0,3$
 $\alpha=3,1$

ANALYSE DES CORRESPONDANCES

tableau d'entrée : 841 ménages
 100 dépenses codées 0 ou 1
 projection des dépenses
 τ = taux de consommation des dépenses
 α = élasticité - revenu du taux



GRAPHIQUE 1

Sur ce graphique et sur tous ceux qui suivent, les ménages ne sont pas représentés avec les 100 postes de dépenses, uniquement pour une question de présentation et pour faciliter leur lecture. On a projeté seulement quelques postes de dépenses pour rappeler la configuration de l'ensemble.

Les barycentres de ces classes se projettent tous près du premier axe et on observe la croissance des revenus de gauche à droite. Les ménages les plus pauvres se projettent le plus à gauche près des consommations de base et les achats à crédit, et les ménages les plus riches à l'opposé du côté des biens très élastiques, des loisirs, de l'accession.

La projection des catégories socio-professionnelles est cohérente avec ces résultats. Elles s'échelonnent depuis les manœuvres et les conducteurs de véhicules jusqu'aux cadres, les contremaîtres et employés de bureau occupant une position moyenne.

Ce graphique met en valeur d'une part la sélection suivant le revenu et la catégorie socio-professionnelle des ménages, et souligne d'autre part la liaison existante entre revenu et catégorie socio-professionnelle des ménages, puisque ce sont les mêmes ménages qui sont représentés ici par deux de leurs caractéristiques.

Les projections suivant le niveau d'instruction du père sont également fort évocatrices : les niveaux d'instruction sont croissants suivant le premier facteur.

Les indicateurs retenus ici pour illustrer le premier facteur sont donc essentiellement **le revenu** ou plutôt les **ressources totales du ménage**, **la catégorie socio-professionnelle** et le **niveau d'instruction du père**.

On sait déjà que ces trois variables sont très intimement liées dans la mesure où un niveau d'instruction élevé du père lui permet d'accéder à une catégorie socio-professionnelle supérieure et par là de gagner un revenu supérieur à la moyenne.

Nous n'étudierons pas ici dans le détail les modes d'interactions de ces trois variables. Sur les mêmes données, la liaison revenu-catégorie socio-professionnelle a été analysée par la forme des distributions des revenus suivant la catégorie socio-professionnelle (cf. réf. 4).

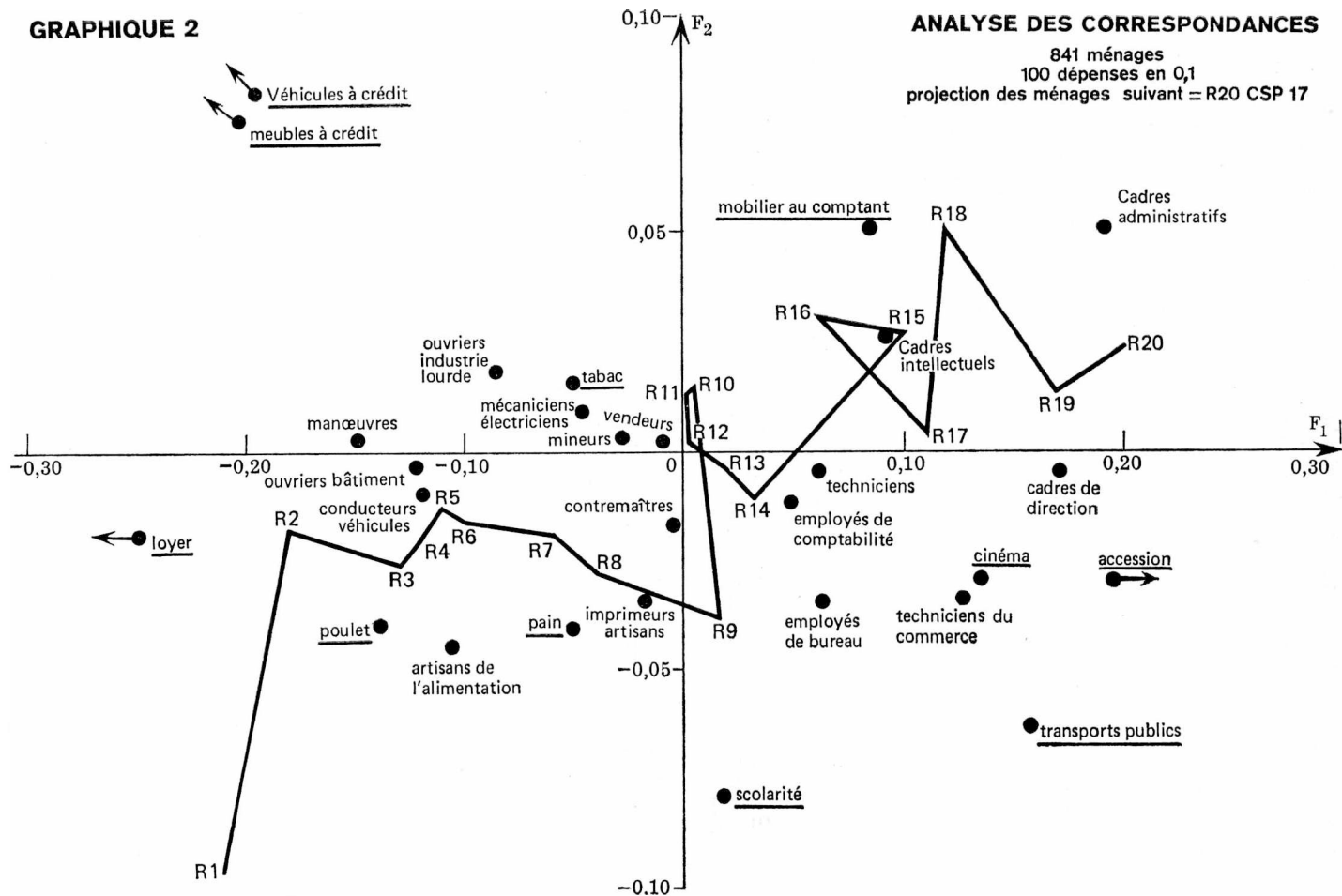
Nous essaierons plutôt de définir de quelle manière elles influent séparément sur la consommation.

— **Les ressources totales** : elles comprennent toutes les sommes perçues par le ménage y compris les prestations familiales, allocation-logement, etc... Elles fixent la borne supérieure en fonction de laquelle les ménages répartissent l'ensemble de leurs dépenses. Bien sûr, plus cette borne est basse, moins grande est la liberté de choix des ménages et plus importante la part des biens « nécessaires » dans leurs consommations (nourriture, habillement, chauffage, logement). De plus, pour satisfaire ces fonctions, les biens sont choisis parmi les moins coûteux : voir les biens alimentaires les plus à gauche : poulet, café, viandes à bouillir, sur le graphique 1.

Par ailleurs, plus cette borne est élevée, plus grande est la possibilité de choix des ménages quant à la quantité des biens nécessaires entre autres, cette part des biens nécessaires dans leur budget étant de moins en moins importante, les ménages ont un accès possible à d'autres consommations.

Les ressources totales sont un indicateur global relatif à une famille dans lequel la structure de la famille ne rentre pas en compte, mis à part le fait que les prestations familiales, proportionnelles au nombre d'enfants,

GRAPHIQUE 2



y sont incluses. Des grandes disparités peuvent exister à même niveau de ressources, dues à la taille de la famille. On peut pour en tenir compte utiliser le revenu par unité de consommation (pondération du nombre de personnes de la famille et de leur âge).

Les projections des ménages groupés en 20 classes de « niveau de vie » (revenu par unité) diffèrent assez peu de celles du revenu : le nombre et l'âge des enfants ne semblent pas avoir une grande incidence sur le premier facteur. Nous étudierons plus loin dans le détail les effets de la structure de la famille.

— Catégorie socio-professionnelle et niveau d'instruction :

Le niveau d'instruction du père traduit à la fois l'origine sociale du père de famille et un certain niveau culturel. Quant à la catégorie socio-professionnelle, elle est un bon indice de l'environnement social.

En effet, le métier du père de famille détermine pour le ménage une partie de ses fréquentations par les relations professionnelles, un mode de vie par des horaires, et souvent le lieu d'habitation et au moins la ville.

On comprend l'importance et toute la signification que peut avoir le choix du métier pour un ménage.

L'adjonction de ces deux caractéristiques au revenu nous paraît importante pour situer le ménage dans son contexte social.

En effet, le revenu intervenant principalement comme limite de la dépense totale ne suffit certainement pas à expliquer toute la consommation des ménages.

Les dépenses des ménages ne se faisant certainement pas uniquement en fonction de la somme escomptée à la fin du mois, il faudrait pouvoir tenir compte du revenu escompté dans un avenir plus lointain. On se rapproche là de la théorie dite « Revenu permanent » de Friedmann. Il serait intéressant de prendre en compte d'autres facteurs tels que la stabilité de l'emploi, l'avancement escompté, le désir de promotion, des facteurs traduisant un certain dynamisme, en résumé saisir la stratégie sociale des ménages à travers leurs dépenses.

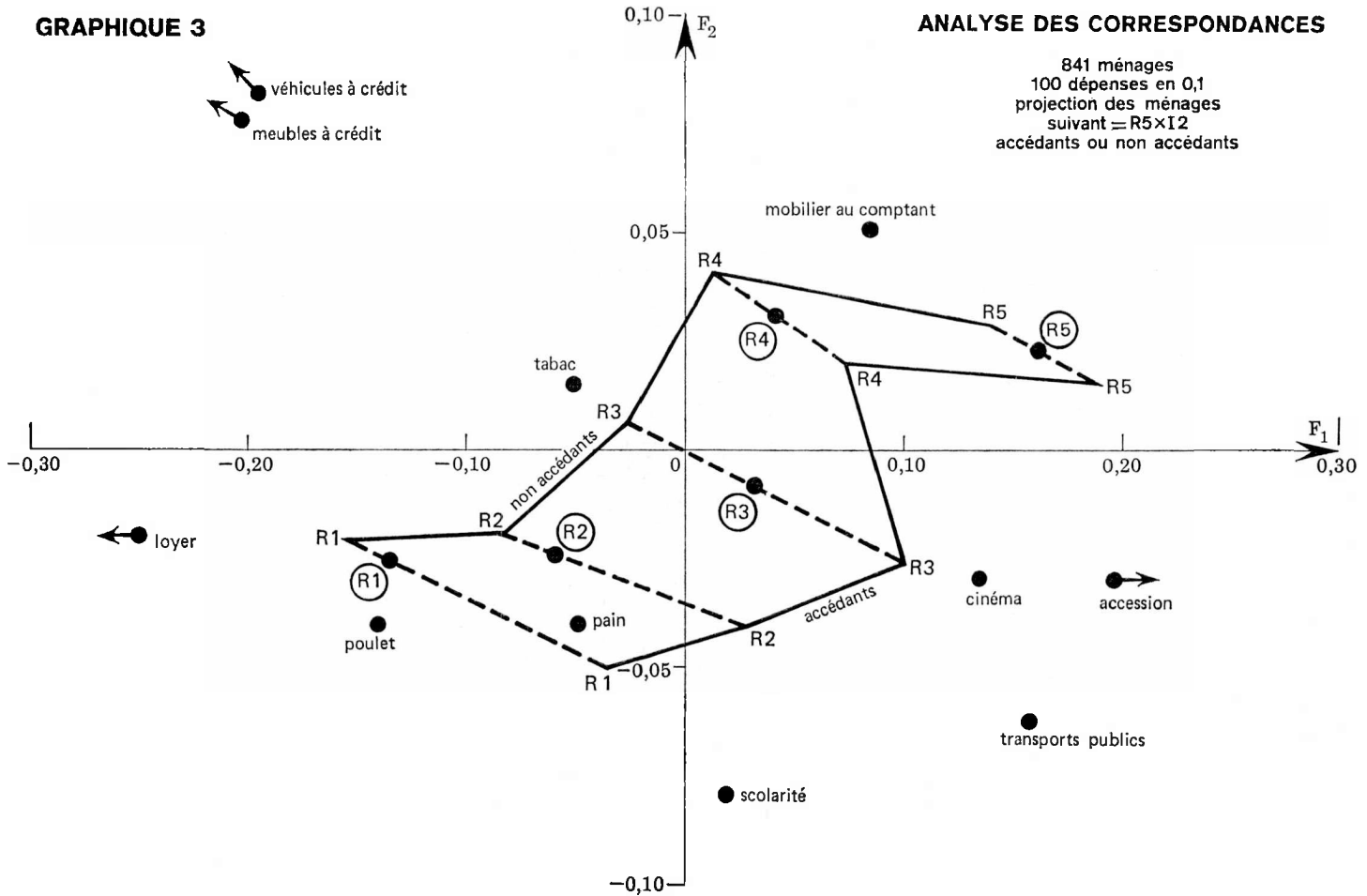
Des travaux sont en cours actuellement dans ce sens là (cf. référence 6). La projection de critères croisés : revenu, C.S.P., niveau d'instruction du père fait apparaître des anticipations de comportement à l'intérieur de mêmes classes de revenu.

En résumé, on peut considérer que chaque association du type : revenu, C.S.P., niveau d'instruction est l'expression d'un statut économique et social dont le premier facteur constitue un excellent repère.

b) Accédants et non accédants

On a projeté sur le graphique 3 les ménages suivant cinq catégories de revenu, accédants ou non, et également les points moyens de ces mêmes catégories. Pour un même niveau de revenu, on observe un décalage vers la droite des accédants par rapport aux non accédants. Ces déplacements sont à la fois nets et importants, et il existe un parallélisme entre tous les vecteurs reliant les non accédants d'une même catégorie de revenu (cf. graphique 3). Les accédants ont un comportement d'un niveau social supérieur au niveau moyen de leur classe, et inversement pour les non accédants. Par ailleurs, les accédants sont en moyenne plus nombreux à faire des dépenses de culture, vacances, loisirs, transports et ils achètent très peu d'équipement à crédit.

GRAPHIQUE 3



Tout ceci résulte de la conjugaison de plusieurs effets :

— **D'un effet d'âge** : les accédants sont en moyenne des ménages de plus de cinq ans. Il en résulte une élévation du niveau de vie et ils sont déjà partiellement équipés.

— **D'un effet de mode de vie**. Ils ont un niveau d'instruction supérieur à la moyenne, et un mode de vie plus social (dépenses de culture, vacances, loisirs, cotisations à des associations). On mesure autant les besoins induits par leur nouveau mode de vie que leurs « choix » librement consentis par des consommations plus « élevées ».

Les études antérieures ont déjà montré que les accédants à la propriété faisaient des compressions essentiellement sur l'alimentation, l'habillement, les loisirs courants, qu'ils en faisaient peu sur les dépenses de culture, art, sport, vacances, et pas du tout sur l'énergie, l'entretien, les transports publics, et les frais d'utilisation de véhicules. Mais toutes les compressions quantitatives ne peuvent apparaître ici ; nous verrons si elles apparaissent dans une analyse sur les montants des dépenses (cf. *chapitre II*).

Nous venons de voir que dans l'ensemble ils n'ont pas les mêmes consommations que les non accédants, mais la présence dans la même nomenclature des deux postes accession et loyer presque complémentaires induit déjà une discrimination dont on ne peut affirmer néanmoins qu'elle suffise à séparer l'échantillon.

3. — CONTRIBUTION DES MÉNAGES AU DEUXIÈME FACTEUR :

Considérons maintenant la configuration des points-dépenses relativement au second facteur. Suivant la direction de ce dernier, l'opposition est très nette : d'un côté, la présence de tous les biens d'équipements, et, de l'autre, celle de tous les biens divisibles. Nous tenterons d'expliquer cette configuration par l'influence des achats d'équipement sur les budgets des ménages, et par celle de leur cycle de vie.

Nous entendons ici par cycle de vie : le stade démographique d'un ménage considéré. Pour le décrire, nous prendrons en compte à la fois le nombre d'enfants et leurs âges, et le nombre d'années de mariage.

Nous n'avons pas pu retenir le nombre d'enfants comme facteur discriminant de comportement à cause de l'hétérogénéité intra-classe de l'échantillon, essentiellement parmi les familles allocataires de deux et trois enfants. En effet, on trouve dans cette classe à la fois des familles dites « terminées » avec deux adolescents, et des familles en pleine croissance avec deux enfants en bas âge. Il est évident que deux familles de ce type ont des comportements très différents.

Pour toutes ces raisons, nous avons utilisé un indicateur du cycle de vie démographique des ménages tenant compte à la fois du nombre et de l'âge des enfants.

On a regroupé les ménages de l'échantillon en huit classes, les ménages d'une même classe ayant pour caractéristique commune d'avoir tous leurs enfants situés dans la même tranche d'âge, ou dans plusieurs tranches d'âges. Les tranches d'âges choisies sont les suivantes :

- moins de 6 ans,
- de 6 à 13 ans,
- de 13 à 17 ans,
- plus de 17 ans.

On trouvera en annexe II tous les détails sur la construction de cet indicateur.

Pour montrer les liaisons qui existent entre le cycle de vie des ménages et les répartitions des biens dans le plan des deux premiers facteurs ou plutôt la typologie des biens qui en résulte, on a projeté les ménages suivant des classes qui résultent du croisement des deux ensembles, cycle de vie et revenu.

Il est nécessaire de tenir compte simultanément de ces deux ensembles. Le premier facteur constitue (nous l'avons vu plus haut) un repère du niveau de vie, et l'effet du revenu est prépondérant dans la consommation globale des ménages. Pour mettre en valeur d'autres effets, il faut pouvoir raisonner à même niveau de revenu. Les classes que nous proposons ici pour répartir les ménages sont un outil pour une tentative de cet ordre.

a) Cycle de vie à revenu égal

Suivant la classe d'âge dans laquelle se situent leurs enfants, les ménages ont des positions différentes par rapport au deuxième facteur : on observe le long de ce dernier un échelonnement des classes d'âge de plus en plus élevé. Il va des familles ayant de très jeunes enfants aux familles comprenant des adolescents et des adultes : les premières se situent du côté des gros achats d'équipement et les dernières sont plus attirées vers les dépenses de culture, de transports publics, d'argent de poche, de scolarité.

A même niveau de revenu, on observe des variations suivant la classe d'âge dans laquelle se situent les enfants et ces variations sont minima pour la catégorie la plus riche R5. Les familles les plus riches sont celles dont le comportement budgétaire est le moins modifié par l'âge des enfants ou le stade démographique. Les contraintes budgétaires, plus grandes chez les ménages ayant des enfants en bas âge, se desserrent avec un accroissement du revenu.

Le stade démographique de la famille apparaît donc très lié à la répartition des dépenses sur le deuxième axe.

On peut compléter cette observation par d'autres projections.

b) Cycle de vie à même catégorie socio-professionnelle

La variable prise en référence au 1^{er} facteur est ici la C.S.P.

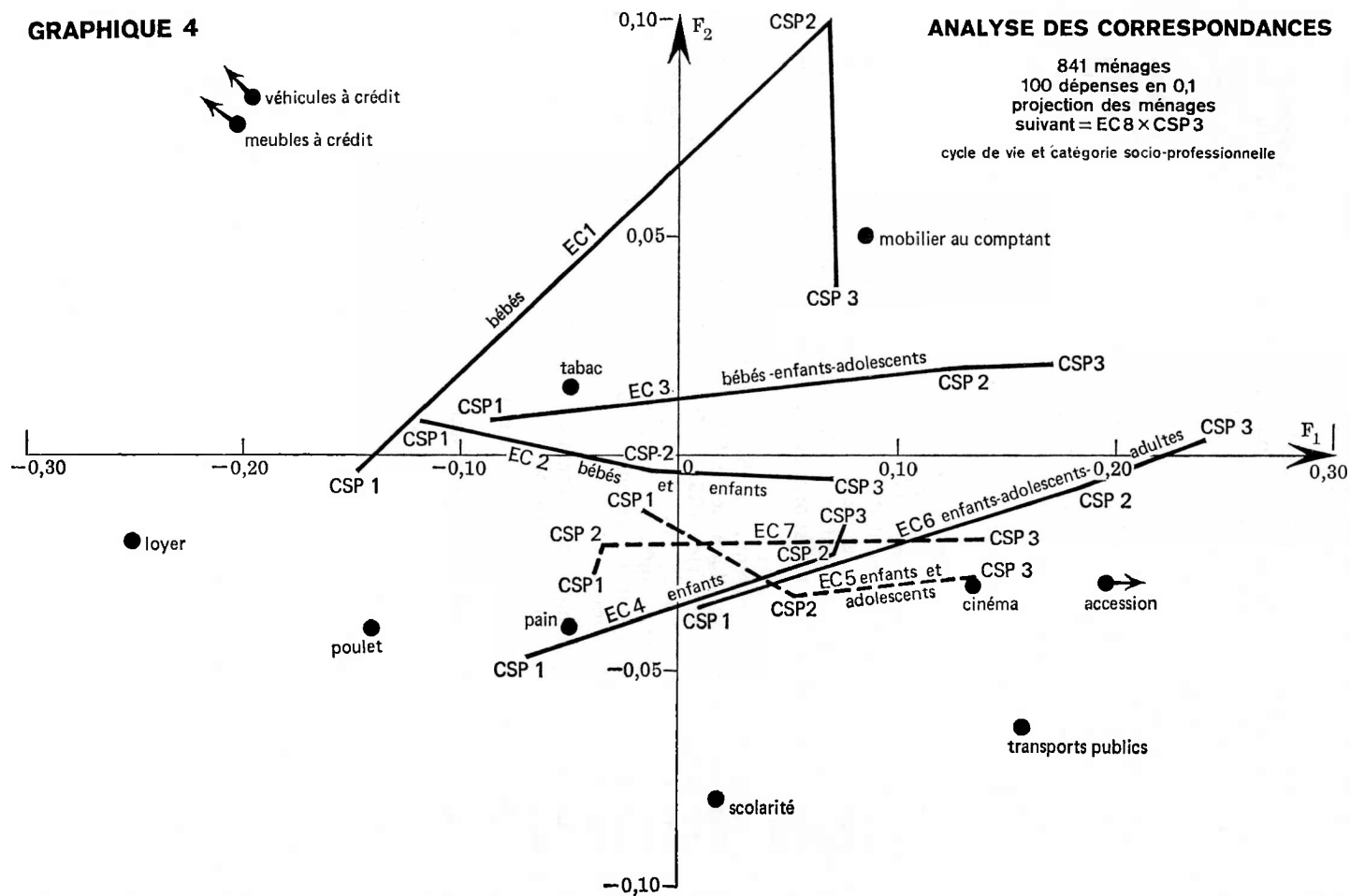
Les catégories socio-professionnelles sont regroupées en trois classes assez grossières qui regroupent : les ouvriers, les employés, et les cadres.

Les ménages projetés sur le graphique 4 ont même catégorie socio-professionnelle et même cycle de vie (EC8 × CSP 3).

On observe le même échelonnement le long du deuxième facteur suivant la classe d'âge mais les variations enregistrées à même C.S.P. sont très fortes. La présence de jeunes enfants entraîne un décalage important sur le premier facteur opposé à celui dû aux adolescents et aux adultes.

Cela signifie que la présence de jeunes enfants dans des familles dont les pères appartiennent à une même catégorie socio-professionnelle entraîne pour ces familles une baisse de niveau de vie (ou les consommations de niveaux de vie plus faibles). On observe l'effet contraire lorsqu'il y a présence d'adolescents et d'adultes.

GRAPHIQUE 4



c) Cycle de vie et nombre d'enfants

La projection des ménages en classes homogènes par rapport au nombre et à l'âge des enfants permet d'analyser en détail l'influence de la structure familiale sur les consommations effectuées.

On observe une nette séparation des ménages dans le plan des deux premiers facteurs en deux groupes, les facteurs communs à chacun de ces groupes étant respectivement : la présence de jeunes bébés et l'absence de ces derniers. On peut les formuler : « familles évolutives » et « familles saturées ». En effet, la structure de l'échantillon (cf. *annexe II*) nous a permis de voir que les naissances étaient rapprochées dans l'ensemble de ces familles, et l'absence de naissances depuis six ans (donc d'enfants de moins de six ans) permet d'affirmer qu'il y a une très forte probabilité qu'une famille soit « saturée ».

On constate à nouveau l'attraction des familles ayant des enfants en bas âge vers les achats d'équipement et surtout à crédit, et l'attraction des familles ayant des enfants déjà grands vers toutes les dépenses de culture, transports, loisirs.

L'accroissement du nombre d'enfants va de pair avec une diminution du niveau de vie surtout pour les familles ayant de jeunes enfants.

Par ailleurs, quelle que soit la classe d'âge, ce sont les familles de deux, trois enfants qui sont les plus voisines et rassemblées vers le centre.

Ce sont pour ces dernières que les variations de niveau de vie sont les moins importantes.

Cette notion de famille « saturée » est également liée à l'ancienneté des ménages, et on observe la proximité des ménages les plus récents des achats à crédit.

Nous venons de voir comment la composition de la famille en nombre et en âge la situe par rapport à l'ensemble des consommations sur le deuxième facteur, leur répartition étant essentiellement fonction du caractère durable ou fongible des biens et de leur mode d'achat.

Les phénomènes mis en évidence sont surtout les variations de niveau de vie enregistrées suivant le stade démographique : (baisse de niveau de vie chez les ménages plus récents, lorsqu'il y a de jeunes enfants, et avec le nombre d'enfants).

Par ailleurs, les familles les plus récentes, ayant des enfants, en bas âge, se situent plutôt du côté des achats d'équipement.

On remarque que tous les biens situés en haut du deuxième facteur sont des gros achats d'équipement qui ont une faible probabilité d'être achetés pendant une année par un ménage, mais cette probabilité est nécessairement plus élevée chez les jeunes ménages en évolution.

On constate également l'attraction des ménages plus anciens qui ont des adolescents et des enfants déjà grands vers toutes les dépenses de culture, transports, sorties.

Il serait fort intéressant de savoir pour tous ces biens par quelle personne du ménage les dépenses ont été faites, (père, mère, ou enfant) car ici on juge globalement un comportement culturel familial sans distinction de personnes.

Mais la présence de tous ces postes est également liée au degré d'urbanisation. Il se trouve que d'une part des postes tels que les transports publics, le cinéma, les colonies de vacances, sont plus fréquents en milieu

urbain, et d'autre part la présence d'adolescents et également d'adultes dans les familles accroît la probabilité de trouver ces postes dans leur budget.

On pourrait déduire de toutes ces observations que la présence de jeunes enfants contraint les familles à s'équiper, et qu'elles ont en moyenne moins accès aux sorties, aux vacances, et à la culture en général. Ceci à la fois pour des raisons économiques et des problèmes de temps. Le facteur discriminant à retenir est familles « saturées » ou non.

Mais avant de conclure, il faut vérifier que cette séparation n'est pas purement le fait de la présence de gros biens d'équipement, dont la présence dans le budget d'une année a une toute autre valeur que celle de biens d'usage plus fréquent tels que les livres ou le cinéma.

Pour les premiers, analyser leur présence ou absence a vraiment un sens, tandis que pour les seconds, la présence est déjà un signe, mais insuffisant. Il faudrait considérer la fréquence des achats ou leur montant pour tirer meilleure partie de cette information, c'est ce que nous ferons dans le chapitre II.

Pour voir si ces différences de comportement entre ménages suivant l'âge des enfants viennent uniquement des biens d'équipement, nous avons projeté ces mêmes croisements sur une autre analyse faite sur 69 postes de la même nomenclature, mais ne comprenant pas tous les gros achats d'équipement. Les séparations observées ici n'y subsistent guère.

La présence ou l'absence des gros achats d'équipement serait donc essentiellement un élément qui permettrait de distinguer les familles jeunes en expansion des familles déjà saturées, les premières ayant davantage d'équipements à acheter, les autres n'ayant qu'à renouveler leur matériel ou à accroître leur possession de biens durables.

En résumé, l'étude des consommations en tant que choix a mis en évidence plusieurs facteurs explicatifs de ces choix dont le plus important est le niveau de vie résumé ici par le revenu, la catégorie socio-professionnelle et le niveau d'instruction du père. D'autres facteurs interviennent tels que le cycle de vie, les achats et les modes d'équipements, et le degré d'urbanisation, mais leurs effets sont moins nets et très liés aux postes rassemblés dans la nomenclature.

CHAPITRE II

ANALYSE DES MONTANTS DES DÉPENSES

Nous n'avons utilisé que très partiellement dans notre première partie la richesse de l'information fournie par l'enquête : une consommation est tout d'abord un choix (unique ou répété suivant la nature du bien) mais nous disposons également du montant annuel dépensé pour chaque bien de notre nomenclature. Nous venons de voir quels étaient les principaux facteurs déterminant l'ensemble de ces choix ; nous nous proposons maintenant d'appliquer le même traitement aux montants des dépenses effectuées.

La comparaison de tous ces montants est susceptible d'une part de mettre en évidence les compressions de postes et d'autre part, de nous aider à dresser une typologie des ménages.

On a, dans un premier temps, traité les données brutes, sans aucune modification, et analysé le tableau ménages x dépenses annuelles (ce qui revient à comparer les coefficients budgétaires).

On obtient ainsi, dans le plan des deux premiers facteurs, un nuage extrêmement ramassé, en forme de droite, qu'on pourrait qualifier soit de « droite des élasticités croissantes », soit d'effet du revenu essentiellement qui ordonne les biens, et une opposition triviale sur le deuxième facteur : les dépenses d'accession et de loyer.

Pour diminuer l'hétérogénéité existant entre les biens et dûe à leurs montants, on a réduit ces derniers en prenant leurs logarithmes et l'analyse a été refaite sur le tableau ménages \times log (dépenses + 10). La transformation effectuée sur les données brutes est log (d + 10). Toutes les dépenses sont majorées de 10 AF pour éliminer les 0.

Ce sont les résultats de cette dernière analyse que nous développerons ici.

La transformation logarithmique ne détruit pas l'information, mais réduit les différences entre les montants des différents postes de la nomenclature et permet d'obtenir un graphique plus lisible. Citons par exemple les moyennes annuelles des dépenses d'accession (parmi les ménages qui en font) : 333 918 AF et des dépenses d'articles pour fumeurs 1 072 AF.

Les données variant initialement jusqu'à 400 000 AF sont donc réduites à varier entre 1 et 5 environ.

Les deux premiers facteurs expriment respectivement 9,71 % et 5,20 % de la variance totale, soit 15 % en tout, pourcentage significatif vu la taille du tableau analysé.

Observons la projection des dépenses dans le plan des deux premiers facteurs (cf. graphique 5).

La représentation obtenue n'est pas sensiblement modifiée par rapport à celle obtenue dans I (cf. graphique 1), à une inversion de signe sur le premier facteur près.

Les biens se répartissent toujours sur ce dernier depuis les produits de base jusqu'aux produits les plus rares et on retrouve sans étonnement l'influence du revenu sur la consommation. On peut l'illustrer en portant sous chaque bien son élasticité-revenu estimée sur tout l'échantillon (cf. graphique 5). On trouve par exemple, tout à gauche, sur le premier facteur les dépenses de téléphone et de personnel de service dont l'élasticité-revenu est 5,4, et à l'opposé les biens dont l'élasticité-revenu est négative, tels que l'équipement ménager à crédit ($\alpha = -1,17$), ou la télévision à crédit ($\alpha = -1,25$).

De même le deuxième facteur oppose toujours les biens durables aux biens non durables, avec un changement notoire par rapport à l'analyse effectuée dans I : la présence de l'accession du côté des gros achats d'équipement et des dépenses relatives à la voiture. Rappelons que l'analyse effectuée dans I nous a permis d'affirmer que les ménages accédants étaient en moyenne plus nombreux à faire des dépenses de culture et de loisirs que les non-accédants. **Donc par sa présence ou absence, l'accession est proche des dépenses de culture, tandis que par le montant de la dépense, elle s'apparente aux gros achats d'équipement et de voiture.**

Mais il faut garder une grande prudence dans l'interprétation de la position des points accession et loyer dans cette analyse : les ordres de grandeur de ces deux dépenses sont nettement supérieurs à ceux de toutes les autres, donc également les coefficients budgétaires qui leur sont attribués.

Citons ici les dépenses dont les montants sont les plus élevés en moyenne (supérieurs à 50 000 AF par an). (Moyennes calculées sur les ménages ayant acheté effectivement ces biens.)

● accession (-0,37)
 $\alpha = 3,52$ 0,61

● 31 assurances véhicules
 $\alpha = 3,50$

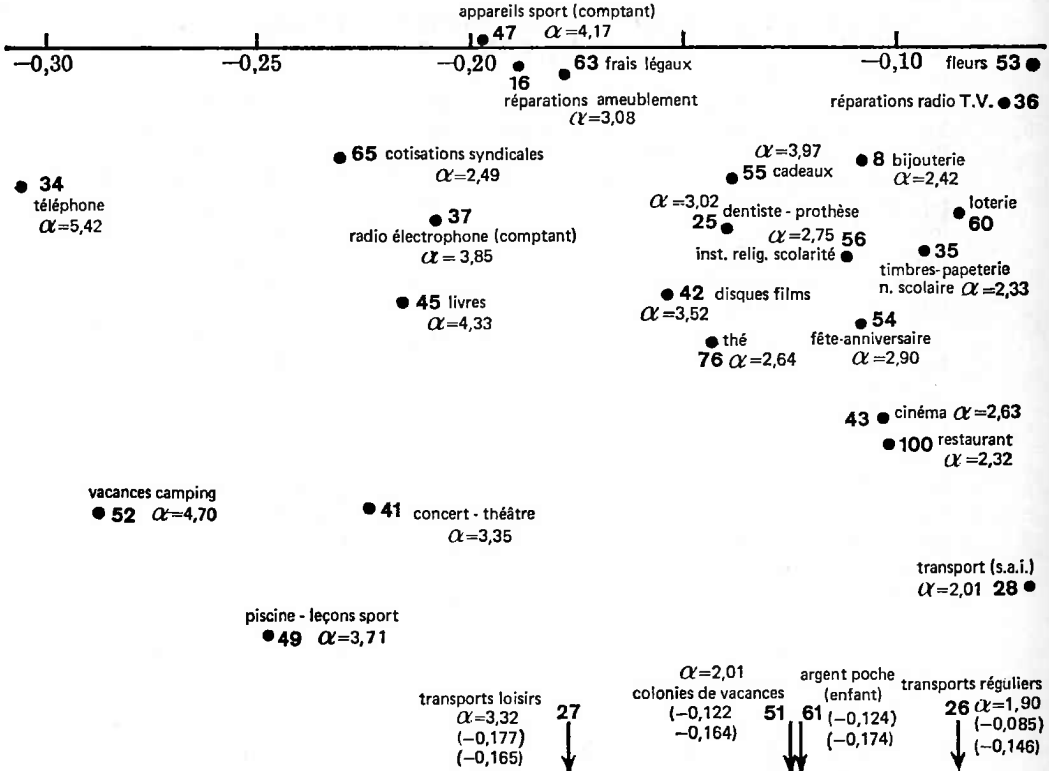
● 32 carburant
 $\alpha = 4,37$

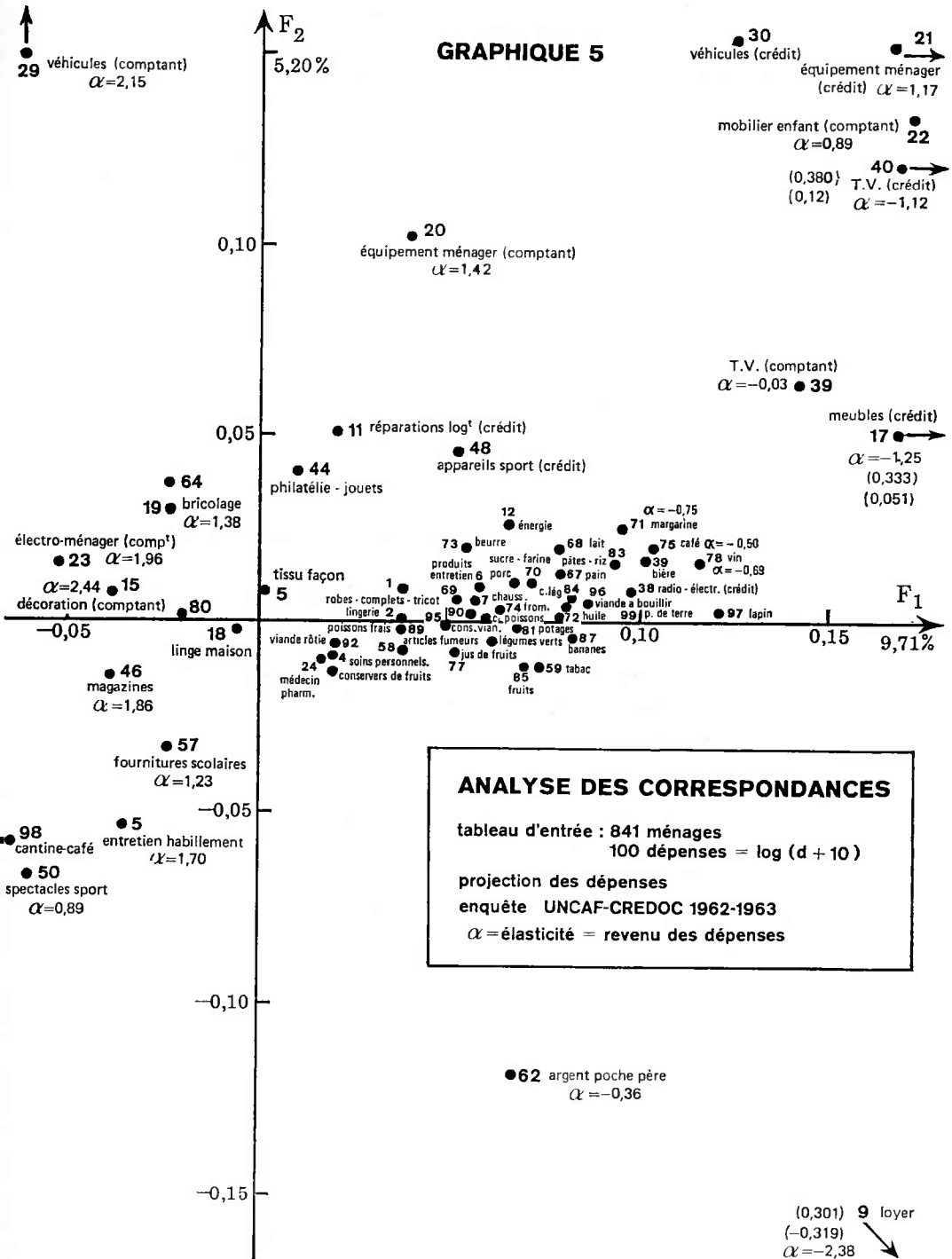
● 10 réparations logement (comptant)
 $\alpha = 3,54$

● 66 impôts
 $\alpha = 3,75$

● 33 réparations véhicules
 $\alpha = 3,69$

● 14 mobilier (comptant)
 $\alpha = 3,18$





Dépenses dont les montants sont les plus élevés

Moyennes annuelles des dépenses de	Sur X ménages	En AF
Accession.....	214	333 917
Loyer	558	122 033
Véhicules à crédit	170	96 158
Téléphone	200	96 134
Véhicules au comptant	210	82 584
Énergie	834	76 013
Télévision (location et crédit)	118	67 783
Habillement	839	59 284
Réparations du logement à crédit	21	54 088
Pain	840	50 884

Ce sont tous les postes dont le montant est élevé, et qui ne sont pas consommés par tous les ménages, qui occupent les positions les plus éloignées et déterminent en partie les axes.

Malgré la réduction par la transformation logarithmique, l'accession et le loyer induisent une discrimination importante et déterminent en partie le deuxième facteur : leur contribution à ce dernier est très importante. La projection des ménages souligne l'importance de cette contribution.

Les proximités relatives entre biens sont sensiblement les mêmes que dans la première analyse faite sur les (0, 1) : d'un point de vue général on peut dire que **les biens qui sont choisis par les mêmes ménages ont également pour ces ménages des coefficients budgétaires peu différents**. Il sera important, avant de généraliser ce résultat, de se placer dans de vraies conditions de comparaison : (0, 1) et données brutes, car il est possible que la réduction opérée ici par la transformation logarithmique ramène nos données quasiment à des (0, 1).

En résumé, dans cette analyse on obtient sur le premier facteur une répartition des biens depuis les plus élastiques jusqu'aux moins élastiques, et sur le deuxième facteur une opposition entre biens durables et non-durables, et accession et loyer.

La projection des ménages permet d'affiner l'interprétation des facteurs. Pour faciliter la lecture des graphiques, nous avons adopté la même méthode de présentation que dans I. Les ménages sont projetés sur le plan des deux premiers facteurs avec seulement quelques consommations pour rappeler la répartition de tout l'ensemble.

EXPRESSION DU REVENU, DE LA CATÉGORIE SOCIO-PROFESSIONNELLE ET DU NIVEAU D'INSTRUCTION SUR LE PREMIER FACTEUR

Les ménages s'échelonnent le long du premier facteur, des plus riches aux plus pauvres, des catégories socio-professionnelles les plus élevées aux moins favorisées et des niveaux d'instruction les plus élevés aux moins élevés. Le premier facteur constitue donc également ici un bon repère du statut économique et social des ménages.

— Ces trois composantes : revenu, catégorie socio-professionnelle et niveau d'instruction, bien qu'étroitement corrélées, sont néanmoins intéressantes à croiser. Donnons-en un exemple :

— *Variations suivant le niveau d'instruction à même niveau de revenu*

Projection de R5 × INS 5 (graphique 6).

On a croisé cinq catégories de revenu avec cinq classes de niveau d'instruction pour le père.

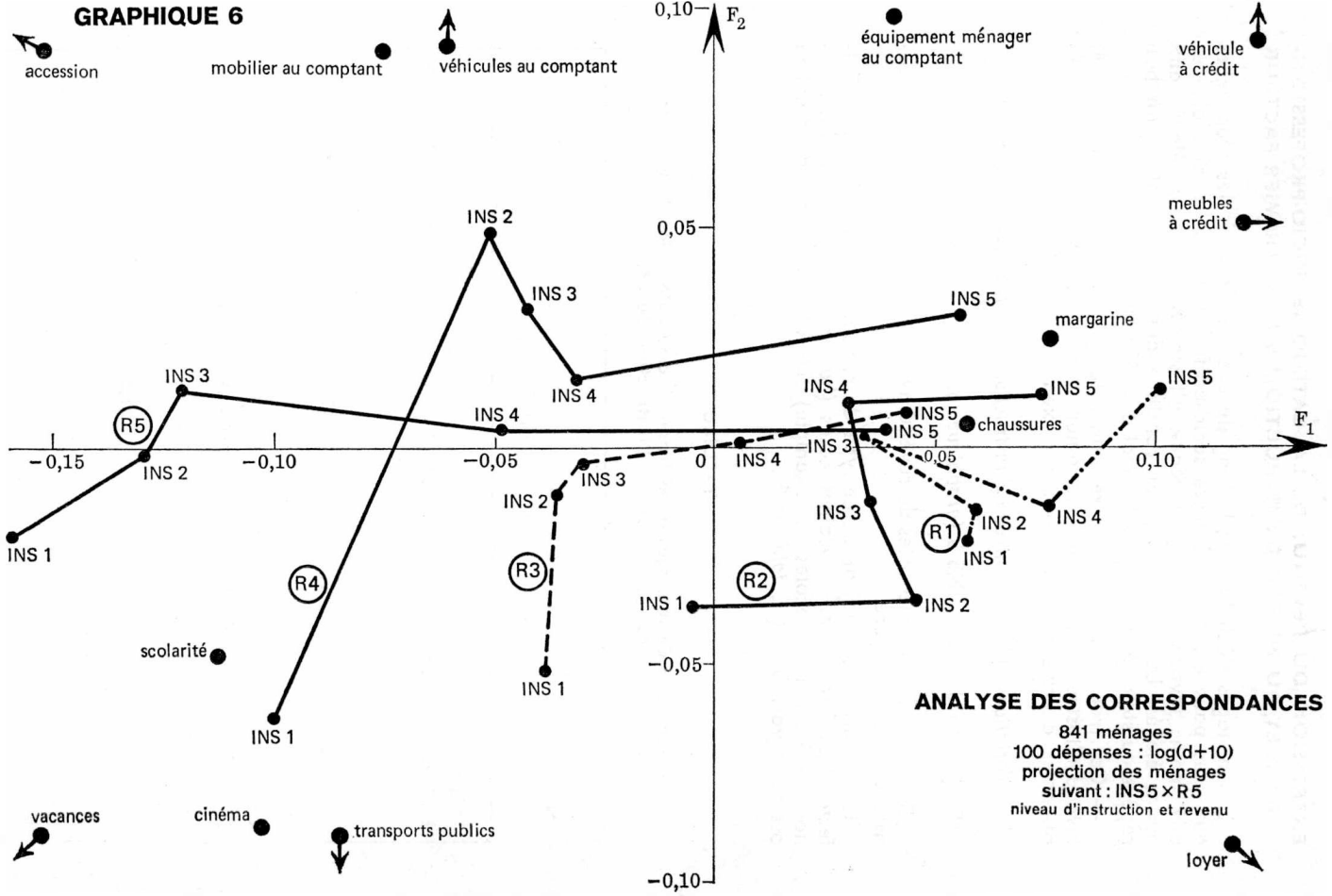
Un inconvénient majeur de ce type de croisement est l'obtention d'effectifs très faibles dans certaines cases (bas revenu × niveau d'instruction élevé : grandes écoles par exemple) dûe à la forte corrélation qui lie ces deux variables (cf. tableau 1).

TABLEAU 1

Pourcentage de ménages appartenant à cinq catégories de revenus suivant le niveau d'instruction du père

INS 5 \ R 5	R 1	R 2	R 3	R 4	R 5	Total
INS 1 BAC, université, grandes écoles .	3,8	8,9	14,0	10,1	63,2	100,0
INS 2 BTS ou BEPC	8,8	19,6	20,6	19,6	31,4	100,0
INS 3 CAP, BEI, études jusqu'à 16 ans .	22,9	24,3	23,6	12,5	16,7	100,0
INS 4 Apprentissage sur le tas	27,3	27,3	26,2	12,1	7,1	100,0
INS 5 Études jusqu'à 13, 14 ans	38,9	27,3	21,8	7,7	4,3	100,0

GRAPHIQUE 6



Consommation

ANALYSE DES CORRESPONDANCES

841 ménages
 100 dépenses : log(d+10)
 projection des ménages
 suivant : INS5 x R5
 niveau d'instruction et revenu

On observe à même niveau de revenu un déplacement très important des ménages dans le plan des consommations. Les ménages les plus instruits: INS 1 sont fortement attirés vers les dépenses les plus élastiques et vers les dépenses culturelles et de loisirs. Quel que soit le revenu, les ménages dont le niveau d'instruction est le plus bas : INS 5, études jusqu'à 13, 14 ans sont peu distants, donc ils ont des comportements peu différents, tandis que les ménages dont le père sort des grandes écoles ou de l'université ont des comportements beaucoup plus différenciés en fonction du revenu.

Indépendamment du revenu, le niveau d'instruction paraît donc avoir une grande incidence sur la consommation : les ménages les plus instruits font des dépenses relatives à un niveau de vie supérieur au leur. Ceci nous paraît pouvoir s'expliquer de deux façons, demandant toutes deux à être vérifiées. Il se peut qu'un niveau d'instruction élevé entraîne une gestion du budget plus réfléchie, donc permette, grâce à une meilleure répartition, l'accès à des consommations plus rares. Par ailleurs, dans le cadre de la théorie du « revenu permanent », le revenu escompté à INS 1 (études supérieures) est très certainement supérieur à celui escompté à INS 5 (études jusqu'à 13-14 ans).

Ceci n'est qu'un exemple de travaux en cours actuellement sur la consommation et la stratégie sociale des ménages (cf. réf. 6 et 7).

Les effets observés dans la première analyse sur les choix se retrouvent ici pour les montants. Le cycle de vie des ménages détermine fortement leur comportement budgétaire, du moins en ce qui concerne les achats d'équipement.

Les ménages ayant des enfants en bas âge s'équipent, et les autres ménages, dont les enfants sont plus grands (adolescents, adultes), sont déjà partiellement équipés et font plus de dépenses de culture, loisirs, etc... Ceci est vrai indépendamment du revenu et de la catégorie socio-professionnelle.

Par ailleurs, le nombre d'enfants combiné à leur âge (ENF 34) entraîne une nette séparation des familles suivant la présence ou l'absence d'enfants de moins de 6 ans, dans le plan des consommations. On retrouve ici l'importance du stade « évolutif » de la famille.

En résumé, l'observation des premiers facteurs explicatifs du comportement des ménages par le montant de leurs dépenses, donne à peu près les mêmes résultats que l'étude des consommations en tant que choix.

Cette identité de résultats est importante à vérifier dans ce cas ci, puis sur des nomenclatures plus restreintes et en se plaçant dans de vraies conditions de comparaison : analyse sur les choix : (0, 1) et analyse sur les montants : données brutes.

Les inconvénients d'une analyse sur un ensemble aussi hétérogène apparaissent ici : on a volontairement laissé tous ces produits séparés et on s'est refusé à faire des regroupements suivant les fonctions classiques (type habillement, logement, nourriture). Les coefficients budgétaires comparés ici sont alors très disproportionnés et les oppositions dégagées sont en premier lieu les plus évidentes. C'est pourquoi il y aura tout intérêt, pour des analyses plus fines, à enlever tous les postes de montant très élevé et pas très courants (accession, loyer, achat de véhicules, gros achats d'équipement au comptant ou à crédit, réparations du logement, téléphone).

CONCLUSION

Dans cette étude, nous avons considéré les ménages et toutes leurs consommations. Ces dernières ont été analysées ici sous deux aspects : choix et montants des dépenses.

C'est donc la structure de leur budget qui a été retenue comme élément significatif du comportement.

Une des difficultés essentielles réside dans l'étroite liaison entre toutes les caractéristiques socio-économiques des ménages ; « a priori » rien n'est indépendant : le revenu, l'âge des ménages, leur niveau d'instruction, le métier exercé, l'équipement possédé, le nombre et l'âge des enfants, etc...

A l'aide de projections des ménages suivant plusieurs critères croisés, on a pu relier ces caractéristiques à l'ensemble de leurs consommations.

On a gardé ici toutes les consommations des ménages, aussi les typologies obtenues ne sont pas les plus nouvelles comme par exemple les biens durables et les biens fongibles. En distinguant les modes d'achat dans notre nomenclature, il apparaît une nette séparation entre biens achetés à crédit ou au comptant, et pour les ménages entre les acheteurs à crédit et les autres.

L'influence prédominante des ressources des ménages est nettement mise en valeur, mais elle ne suffit pas à expliquer tous les écarts observés entre consommations. Nous retiendrons plutôt le triplet revenu-catégorie socio-professionnelle-niveau d'instruction comme bon indicateur du niveau de vie des ménages et de leur comportement économique et social.

Le cycle de vie des ménages, résumé ici par le nombre et l'âge des enfants, et l'année de mariage, est très étroitement lié aux achats d'équipement et aux modes d'achats de ces derniers.

Le fait d'accéder ou non à la propriété induit apparemment deux types de comportement assez différents. Il faudrait analyser des sous-échantillons comparables de ménages accédants ou non à la propriété pour mettre en évidence plus finement ces différences. On rencontre ici une autre difficulté de notre étude : l'insuffisance de la taille de l'échantillon.

En effet, si les données utilisées sont fort riches du point de vue détail des dépenses, le nombre de ménages dont on dispose restreint les études possibles dès que l'on veut fixer plusieurs critères pour s'abstraire de leurs influences.

ANNEXE I

Dépenses moyennes annuelles par ménage et leur dispersion

841 ménages. Nomenclature en 100 postes

Dépenses	Moyenne	Coefficient de variation	Taux de consommation
1. Robes, Tricots, complets	59 143	0,8	99,76
2. Lingerie	30 664	0,6	99,88
3. Tissus, Façon, Mercerie	20 161	1,0	97,15
4. Sacs, Soins personnels	28 585	0,8	99,88
5. Entretien, Habillement	11 967	1,3	94,05
6. Produits entretien	19 544	0,6	99,76
7. Chaussures	35 840	0,5	100,00
8. Bijouterie (y.c. crédit)	4 310	1,9	68,13
9. Loyer	80 968	1,2	66,35
10. Rép. logement (cpt)	16 880	3,1	49,94
11. Rép. logement (crédit)	1 350	7,6	2,50
12. Énergie	75 381	0,6	99,17
13. Accession	84 968	4,0	25,45
14. Gros mobilier (cpt)	17 307	2,7	47,44
15. Décoration (cpt)	8 465	2,3	86,09
16. Rép. ameublement	3 677	2,9	53,75
17. Meubles (crédit)	13 173	2,5	27,23
18. Linge de maison	12 306	1,2	90,13
19. Bricolage	9 851	1,6	91,56
20. Équipement ménager (cpt)	15 398	2,6	31,51
21. Équipement ménager (crédit)	17 182	2,0	31,99
22. Ameublement enfant (cpt)	3 353	2,4	35,67
23. Électro ménager (cpt)	6 135	1,2	90,01
24. Médecin, Pharmacie	40 125	1,1	97,38
25. Dentiste, Prothèse	13 740	1,8	64,09
26. Transports publics réguliers	7 281	2,0	63,61
27. Transports publics loisirs	6 598	3,5	42,45
28. Transports publics (s.a.i.)	6 794	1,8	78,72
29. Véhicules (comptant)	20 621	4,2	24,97
30. Véhicules (crédit)	19 518	3,1	20,21
31. Assurances véhicules	19 941	1,4	61,36
32. Carburant	30 302	1,5	70,63
33. Réparations véhicules	18 915	1,8	76,46
34. Téléphone	22 862	4,6	23,78
35. Timbres-postes, Papeterie	4 780	1,3	91,56

Dépenses	Moyenne	Coefficient de variation	Taux de consommation
36. Répar. radio, Élect., Télévis. ...	1 597	2,9	30,56
37. Postes radio, Électrop. (cpt) ...	6 215	3,1	43,76
38. Postes radio, Électrop. (créd) .	1 182	5,0	7,37
39. Télévision (comptant)	2 933	5,9	6,18
40. Télévision (location crédit), ...	9 510	2,9	14,03
41. Concert, Théâtre	1 830	3,3	55,53
42. Disques, Films	4 338	1,6	74,20
43. Cinéma	6 335	1,6	79,79
44. Jouets	5 811	1,4	84,42
45. Livres	2 842	2,5	61,47
46. Magazines	9 593	0,9	90,61
47. Appareils sport (cpt)	7 375	2,9	63,97
48. Appareils sport (crédit)	1 511	8,2	3,09
49. Piscine, leçons sport	2 746	3,1	49,82
50. Spectacles de sport	329	3,8	19,62
51. Colonies de vacances	9 296	2,2	36,03
52. Vacances, Camping	19 961	2,5	44,59
53. Plantes, Fleurs	6 401	2,2	86,21
54. Fête, Anniversaire	6 396	2,4	74,32
55. Cadeaux	16 615	1,8	85,14
56. Scolarité, Leçons	30 744	2,6	89,54
57. Fournitures scolaires	12 546	1,1	96,08
58. Articles fumeurs	333	2,6	31,03
59. Tabac	16 422	1,2	79,67
60. Loterie	1 084	3,5	44,95
61. Argent de poche (enfant)	12 721	2,3	61,24
62. Argent de poche (père)	12 124	2,2	45,90
63. Frais judiciaires	3 330	8,6	43,88
64. Assurances mobilières	20 432	1,5	84,90
65. Cotisations syndicales	822	2,9	31,15
66. Impôts	21 652	2,8	58,38
67. Pain	50 823	0,4	99,88
68. Lait	40 013	0,5	99,52
69. Confiserie, Pâtisserie	34 256	0,6	99,64
70. Sucre, Farine, œufs	36 605	0,4	99,88
71. Margarine	4 218	1,3	74,55
72. Huile	9 411	0,7	96,43
73. Beurre	38 299	0,6	98,93
74. Fromages	37 714	0,5	99,88
75. Café	14 053	0,7	95,96
76. Thé	1 458	2,6	31,39
77. Jus de fruits, Eaux	9 997	1,2	87,87

Dépenses	Moyenne	Coefficient de variation	Taux de consommation
78. Vin	39 417	0,7	94,05
79. Boissons régionales	8 843	1,6	62,19
80. Apéritifs	6 128	1,7	49,58
81. Légumes potage	12 641	0,6	98,81
82. Légumes verts	21 902	0,7	99,41
83. Pâtes, Riz	11 708	0,7	99,05
84. Conserves légumes	6 347	0,9	92,03
85. Fruits métropolitains	18 261	0,7	97,62
86. Oranges	8 097	0,8	95,36
87. Bananes	6 254	0,9	91,91
88. Conserves de fruits	7 964	1,0	94,05
89. Poissons frais	17 532	0,9	95,01
90. Conserves de poissons	7 326	0,9	94,53
91. Bifteck cheval	34 298	0,6	97,98
92. Veau, Bœuf, Mouton	31 486	0,9	93,70
93. Jambon, Porc	26 772	0,6	97,74
94. Charcuterie	29 230	0,6	99,17
95. Conserves viande	6 003	1,5	84,90
96. Viandes à bouillir	30 783	0,6	98,10
97. Poulets, Lapins	27 822	0,7	92,87
98. Cantines scolaires	11 600	2,8	27,82
99. Pommes de terre	14 234	0,7	97,03
100. Restaurant	4 112	4,4	11,18

ANNEXE II

CONSTRUCTION D'UN INDICATEUR DU CYCLE DE VIE DES MÉNAGES : EC 8

Nous avons défini les classes d'âge contenant tous les enfants d'un ménage (indépendamment du nombre).

La partition des âges en quatre classes est :

- moins de 6 ans bébés
- de 6 à 13 ans enfants
- de 13 à 17 ans adolescents
- plus de 17 ans adultes

En étudiant toutes les configurations possibles pour la répartition des enfants d'une famille dans ces tranches d'âge, il s'avère qu'il y a 15 possibilités dont certaines sont extrêmement rares. Du fait de leur rareté, nous les avons rassemblées en une seule et même classe.

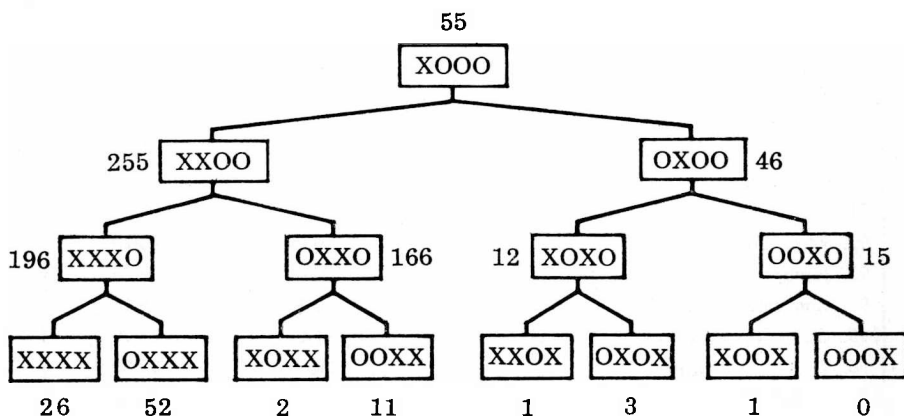
Nous schématisons dans le graphique 7 toutes les évolutions possibles pour une famille au cours du temps en représentant par exemple par un

vecteur OXXO une famille ayant tous ses enfants compris entre 6 et 17 ans.

Les répartitions avec des «trous» sont extrêmement rares. Cela signifie que dans toutes ces familles les enfants sont assez rapprochés, on observe peu d'interruptions de naissances pendant une période d'au moins 4 ans, l'intervalle moyen entre deux naissances variant entre 2 et 3 ans (cf. réf. 1, page 98).

GRAPHIQUE 7

Évolutions possibles d'une famille au cours du temps suivant les naissances



Les effectifs portés dessus (*graphique 7*) correspondent en fait à une coupe instantanée dans le temps parmi les familles allocataires (qui constituent une population particulière). Mais cela peut donner une idée de ce qui se passerait si on suivait 1 000 familles et leur évolution dans le temps.

Les cycles les plus fréquemment observés impliquent une continuité dans les naissances et très peu d'interruptions de longue durée.

Nous n'avons retenu finalement qu'un regroupement des ménages en 8 catégories qui résume les cycles les plus fréquents : code EC. 8.

Le tableau I suivant donne sa définition et les effectifs correspondants.

Un croisement de ce code avec le nombre d'enfants nous permet d'obtenir des groupes de ménages homogènes, à la fois par rapport au nombre d'enfants et à la classe d'âge.

L'observation des pourcentages de familles suivant la classe d'âge, à même nombre d'enfants, amène quelques observations intéressantes (cf. tableaux II et III).

Une famille du type OXOO ou OXXO ou OOOX a une forte probabilité d'être « terminée » ou « saturée » (il n'y a pas eu de naissance depuis 6 ans au moins).

Le tableau II met en valeur l'hétérogénéité des familles allocataires de 2, 3 enfants, qui comprennent à la fois des familles terminées et en pleine croissance et l'homogénéité des familles de 5, 6, 7 enfants comprenant en majorité des familles non saturées.

Le tableau III résume ces résultats.

TABLEAU I

Code EC. 8	Composition	Effectifs	Définition
EC. 1	XOOO	55	Familles n'ayant :
EC. 2	XXOO	255	que des enfants de moins de 6 ans : bébés,
EC. 3	XXXO	196	que des enfants de moins de 14 ans : des bébés et des enfants,
EC. 4	OXOO	46	que des enfants de moins de 17 ans : des bébés, des enfants et des adolescents,
EC. 5	OXXO	166	que des enfants entre 6 et 14 ans,
EC. 6	OXXX OXOX	55	tous leurs enfants entre 6 et 17 ans : enfants et adolescents,
EC. 7	OXXX OOXO	26	tous leurs enfants de plus de 6 ans : enfants, adolescents, adultes,
EC. 8	XOXX XXOX XXXX XOXX OOOX XOOX	42	enfants de plus de 14 ans : adolescents et adultes, des enfants de tout âge, regroupement de cycles assez rares.

TABLEAU II

Pourcentage dans chaque classe d'âge des familles de n enfants

Nombre d'enfants EC. 8 classe d'âge		2	3	4	5	6	7
		1	XOOO	17,7	10,6	5,4	0,7
2	XXOO	28,0	32,0	36,7	30,4	24,8	26
3	XXXO	0	11,2	18,6	37,8	45,6	38,9
4	OXOO	20,6	6,4	3,1	0,8	0	0
5	OXXO	23,5	28,0	25,3	14,9	10,7	1,8
6	OXXX	0	4,8	6,6	9,4	7,4	18,5
7	OOXX	9,5	3,7	1,2	2,0	0,7	0
8	XXXX	0,7	3,3	3,6	4,0	10,1	14,8
Total		100 0	100 0	100,0	100,0	100,0	100,0

TABLEAU III

Pourcentage suivant le nombre d'enfants de familles « saturées »
et en « évolution »

	Nombre d'enfants		2	3	4	5	6	7
	Classe d'âge							
Pourcentage de familles en pleine croissance	XOOO	1						
	XXOO	2	46	54	60	69	71	65
	XXXO	3						
Pourcentage de familles saturées ...	OXOO	4						
	OXXO	5						
	OXXX	6	54	43	36	27	19	20
	OXXX	7						

Le pourcentage de familles « non terminées » croît fortement avec le nombre d'enfants. Cette particularité vient principalement du tirage de l'échantillon de cette enquête parmi les familles allocataires qui fixe l'âge de l'aîné en général à 15 ans.

* * *

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES PARUS D'APRÈS L'ENQUÊTE UNCAF-CREDOC (1962-1963)

- [1] Nicole TABARD et aut., **Les conditions de vie des familles**, CREDOC-UNCAF, 1967, 597 pages.
- [2] A. et A. MIZRAHI, **Précision et Saisonnalité**, 1969.
- [3] Nicole TABARD, **Structures de Consommation**, I et II (Ronéo), 1968-1969.
- [4] Louis LEVY-GARBOUA, **Les familles devant l'éducation des enfants : Premier essai de définition du milieu économique et culturel**, 1970.
- [5] Brigitte JOUSSELLIN, **Influences comparatives du revenu et du nombre d'enfants sur les budgets des familles**, 1970.
- [6] Nicole TABARD et Ludovic LEBART, **Exemples d'application des méthodes d'exploitation automatique aux budgets familiaux** (Ronéo), 1970.
- [7] Nicole TABARD, **Consommation et statut social**, 1971.

MÉTHODOLOGIE

- [8] J.-P. BENZECRI, **Leçon sur l'analyse statistique des données multidimensionnelles** (L.S.M., Faculté des Sciences, Paris, 1967).
- [9] J.-P. BENZECRI, **La distance du chi-deux entre lois de probabilité sur un ensemble** (L.S.M., Faculté des Sciences, Paris, 1967).
- [10] Ludovic LEBART et Jean-Pierre FENELON, **Statistique et Informatique Appliquées**, Dunod, 1971, 426 pages.